

Chronologie 1990

Environnement extérieur de la France

Événements internationaux

- I. 15-16 — Réunion à Paris de trente-quatre pays pour la préparation de la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est.
- IV. 7 — Réunion à Paris des autorités monétaires des sept principaux pays industrialisés qui jugent « indésirable » la poursuite de la baisse du yen (159,95 yens pour un dollar, le 2).
- 9 — Un accord est conclu sur les statuts de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD) entre les représentants de quarante pays et de deux institutions européennes. Dotée d'un capital de 10 milliards d'écus (70 milliards de francs), dont 51 % détenus par les pays de la CEE, la BERD commencera ses prêts à l'Est en mars 1991.
- V. 6 — Réunion à Washington des ministres des Finances des sept principaux pays industrialisés qui acceptent d'augmenter de 50 % les ressources du FMI.
- 29 — Les statuts de la Banque européenne pour la reconstruction en Europe (BERD) sont adoptés par les quarante-deux membres fondateurs. Présidée par Jacques Attali (France), son siège sera situé à Londres.
- VI. 1 — Sommet Bush-Gorbatchev à Washington où une série d'accords sont signés sur la réduction des armements stratégiques.
- VII. 9-11 — 16^e sommet annuel à Houston (Texas) des dirigeants des 7 pays les plus industrialisés où des divergences à propos des problèmes de l'agriculture et du commerce subsistent. Le principe d'une aide économique envers l'URSS est acquis. Quatre organisations internationales (FMI, BIRD, OCDE, BERD) sont chargées d'évaluer les conditions d'une aide économique efficace à l'URSS.
- 18 — L'Irak, dans un communiqué transmis à la ligue arabe accuse le Koweït de « voler » depuis 1980 du pétrole irakien et d'avoir mis à profit la guerre avec l'Iran pour mettre à exécution « un plan d'avancée progressive et programmée en direction du territoire irakien ».
- 27 — Réunion des ministres de l'OPEP qui décident de porter le prix de référence du baril de 18 à 21 dollars et fixent le

- plafond de production à 22,5 millions de barils par jour jusqu'à la fin de l'année.
- VIII. 2 — Les troupes irakiennes de Saddam Hussein envahissent le Koweït, après l'échec d'une tentative de conciliation entre l'Irak et le Koweït. Les Occidentaux décident le gel des avoirs irakiens et koweïtiens aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France.
- 6 — Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte des sanctions économiques « obligatoires » contre l'Irak, la résolution, qui prévoit un boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak étant votée par les cinq membres permanents du Conseil. Seul le Yemen et Cuba s'abstiennent. Les premiers bombardiers américains arrivent en Turquie.
- 7 — La Turquie et l'Arabie Saoudite ferment les oléoducs utilisés par l'Irak pour exporter son pétrole.
- 8 — Le président Georges Bush annonce l'envoi de troupes américaines en Arabie Saoudite afin « d'assister les Saoudiens dans la défense de leur patrie ». Les autorités irakiennes proclament la fusion « totale et irréversible » de l'Irak et du Koweït.
- 9 — Le Conseil de sécurité de l'ONU déclare à l'unanimité « nulle et non avenue » l'annexion du Koweït. Début de l'opération militaire américaine « Bouclier du désert » : arrivée sur le sol saoudien de 4 000 hommes. La France annonce un renforcement de ses unités navales dans le Golfe, notamment l'envoi du porte-avions « Clemenceau ». L'Irak annonce la fermeture de ses frontières, sauf pour les diplomates.
- 10 — Saddam Hussein en appelle à la « délivrance des lieux saints ». Au Caire, le président Hosni Moubarak réunit un sommet arabe extraordinaire. Une majorité de 12 Etats membres sur 20 présents réclame l'évacuation « immédiate » du Koweït et accepte l'envoi de troupes arabes en Arabie Saoudite et dans les Etats du Golfe.
- 11 — Arrivée de 3 000 soldats égyptiens en Arabie Saoudite.
- 14 — Arrivée des premiers soldats syriens en Arabie Saoudite.
- 15 — Saddam Hussein offre la paix à l'Iran. Les iraniens approuvent cette paix, mais le président Rafsandjani souligne que la question de l'occupation du Koweït est « différente » de celle de la guerre Iran-Irak.
- 17 — Georges Bush donne officiellement l'ordre à la marine américaine d'utiliser la force si nécessaire pour faire respecter l'embargo contre l'Irak.
- 18 — Les ressortissants étrangers en Irak et au Koweït deviennent des otages. Certains sont transférés et rassemblés dans des installations militaires et des raffineries sur l'ensemble du territoire de l'Irak et du Koweït. Le 19, le Conseil de sécurité des Nations unies exige le libre départ des étrangers.

- 25 — Le Conseil de sécurité vote par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et le Yémen) la résolution 665 autorisant implicitement le recours à la force pour faire respecter l'embargo voté le 6.
- IX. 2 — Entretiens diplomatiques sans effet entre Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU et Tarek Aziz, chef de la diplomatie irakienne.
- 9 — Réunion Bush-Gorbatchev à Helsinki, déterminés à « démontrer que l'agression ne peut pas payer et ne paiera pas ».
- 14 — La Grande-Bretagne décide l'envoi de 6 000 hommes et de 120 chars en Arabie Saoudite. L'Égypte et la Syrie annonce un accroissement de leurs troupes.
- 16 — Le Conseil de sécurité condamne, à l'unanimité l'intrusion de soldats irakiens, le 14 dans des locaux diplomatiques à Koweït, dont la résidence de l'ambassadeur de France. Le 17, condamnation par la CEE. Les Douze et la France décident d'expulser le personnel militaire des ambassades irakiennes.
- 24 — Le prix du baril de pétrole franchit la barre des 40 dollars. Baisse des cours boursiers : 32 % à Tokyo, 24 % à Paris, 17 % à Londres et 15,4 % à New-York. Le dollar vaut le 28, 5,23 F et 1,56 DM.
- 25 — Le Conseil de sécurité de l'ONU vote, par quatorze voix contre une (Cuba) la résolution 670 qui étend l'embargo contre l'Irak au trafic aérien.
- X. 13 — Les forces libanaises, soutenues par l'armée syrienne reconquièrent le réduit chrétien de Beyrouth. Le général Michel Aoun se réfugie à l'ambassade de France.
- 21 — Assassinat à Beyrouth du dirigeant chrétien libanais Dany Chamoun et de sa famille.
- 23 — Saddam Hussein décide de libérer tous les ressortissants français retenus en Irak et au Koweït.
- 29 — Le Conseil de sécurité de l'ONU vote par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et le Yémen) sa dixième résolution condamnant l'Irak et envisageant d'exiger des « réparations financières » pour les exactions commises au Koweït.
- XI. 19-21 — Réunion à Paris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) avec la présence de onze chefs d'États et de vingt-sept chefs de gouvernement d'Europe et d'Amérique du Nord. Le 19, est signé par les seize pays membres de l'OTAN et les six du pacte de Varsovie un traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (FCE) qui établit pour 1994 la parité des arsenaux classiques entre les deux alliances militaires.
- 29 — Le Conseil de sécurité de l'ONU vote par 12 voix contre 2 (Cuba et Yémen) et une abstention (Chine) sa douzième résolution condamnant l'Irak et autorisant à partir du 15

- janvier, le recours à la force pour rétablir la souveraineté du Koweït.
- 30 — Georges Bush invite le ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz à venir à Washington vers la mi-décembre et propose à Saddam Hussein de recevoir à Bagdad James Baker, secrétaire d'Etat américain.
- XII. 5 — Le gouvernement irakien autorise les 3 300 soviétiques retenus en Irak à quitter le pays.
- 6 — Conférence ministérielle de l'Uruguay Round à Bruxelles pour accentuer le libre-échange entre les 107 pays membres : absence d'accord sur le dossier agricole entre la CEE et les Etats-Unis. La conférence est suspendue jusqu'en janvier.
- Baisse des cours du prix du pétrole à 26 dollars le baril.
- 7 — Le Parlement irakien approuve la décision de Saddam Hussein de libérer les otages étrangers.
- 19 — Saddam Hussein exige une « solution complète » du problème palestinien avant de négocier sur la question de l'annexion du Koweït.
- 20 — Les quatre organisations internationales (FMI, BIRD, OCDE, BERD) remettent le rapport sur les critères d'une aide extérieure à l'URSS aux sept chefs d'Etats ayant participé au sommet de Huston le 9 juillet 90.

CEE

- I. 20 — La CEE décide d'accorder une aide alimentaire d'urgence de 280 millions de francs à la Roumanie et de 200 millions à la Pologne.
- III. 23 — Helmut Kohl confirme, devant la commission de Bruxelles, sa volonté de lier l'unification de l'Allemagne à un renforcement de la construction européenne. Le 28, il se prononce en faveur d'une accélération vers l'union politique.
- VII. 1 — Libération des mouvements de capitaux au sein de la Communauté européenne.
- X. 5 — La Grande-Bretagne annonce l'entrée à partir du 8 de la livre sterling dans le SME. Toutefois, Margareth Thatcher reste hostile à l'union économique et monétaire.
- 22 — Les Douze décident de lever les sanctions contre la Chine et l'Iran ainsi que d'établir des relations avec le Vietnam.
- 27-28 — Le Conseil européen, réuni à Rome, fixe au 1er janvier 1994 la date du passage à la deuxième étape de l'union économique et monétaire. Il affirme la nécessité d'une « politique étrangère et de sécurité commune ». Margareth Thatcher critique vivement ces décisions.

- XII. 14-15 — Réunion à Rome des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze pour lancer des conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire. Une aide alimentaire d'urgence d'environ 5 milliards de francs en faveur de l'URSS est décidée.

Afrique du Sud

- II. 2 — Le président sud-africain Frederik De Klerk annonce devant le parlement la légalisation des mouvements nationalistes noirs. Le 11, libération de Nelson Mandela, leader du Congrès national africain (ANC), après vingt-sept ans de captivité.
- VI. 7 — Frederik De Klerk annonce la levée de l'état d'urgence en Afrique du Sud mis en vigueur le 12 juin 86.

Algérie

- VI. 12 — Aux élections locales, victoire du Front Islamique du Salut (FIS), aile du courant islamique algérien créé en 1988 ; il obtient 54 % des voix et le FLN 28 %.
- XII. 27 — Manifestation de 500 000 personnes à Alger pour protester contre la loi sur « la généralisation de la langue arabe » adoptée le 26 par le parlement.

Allemagne (République démocratique d')

- I. 5 — Les passages d'Allemands de l'Est en RFA qui s'étaient stabilisés à 1 000 par jour deviennent supérieurs à 2 000 par jour à la fin du mois.
- 8 — Des centaines de milliers de manifestants exigent une rupture totale avec le régime communiste et réclament la réunification allemande. La date des premières élections libres est avancée du 6 mai au 18 mars.
- 28 — Elections régionales en Sarre, où les sociaux-démocrates, menés par Oskar Lafontaine, remportent un important succès : 54,4 % des voix contre 49,2 % en 1985.
- II. 5 — Hans Modrow forme un nouveau gouvernement de « responsabilité nationale » élargi aux partis d'opposition.
- III. 18 — Premières élections législatives où la droite l'emporte. Le parti chrétien-démocrate de Lothar de Maizière, soutenu par le chancelier Kohl remporte 164 des 400 sièges de la Chambre du peuple.
- IV. 12 — Formation du gouvernement de coalition dirigé par Lothar de Maizière composé de cinq partis est-allemands.

Allemagne (République fédérale d')

- I. 1 — Pendant l'année 1989 :
 - La hausse des prix de détail a été en glissement de 3 % et en moyenne de 2,8 % par rapport à 1988 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 4,7 % et en moyenne de 4,9 % par rapport à 1988 ;
 - l'excédent commercial a été de 134,5 milliards de DM et celui de la balance des paiements courants de 104,1 milliards de DM.
- A la fin de l'année 1989 la nombre des demandeurs d'emploi était de 1,987 million, soit 5,5 % de la population active.
- 10 — Siemens prend le contrôle de la société informatique Nixdorf.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1990 la hausse des prix de détail a été de 0,7 %.
- 5 — Le gouvernement ouest-allemand et les partis de la coalition au pouvoir adoptent les grandes lignes du projet d'Etat sur l'union économique et monétaire de l'Allemagne, mais ne tranchent pas sur le taux de conversion du mark-Est et du DM.
- 23 — Helmut Kohl choisit la parité un pour un pour les salaires, les retraites et une partie de l'épargne. Un texte commun est diffusé par le gouvernement de RFA et la coalition de RDA.
- 24 — Helmut Kohl et Lothar de Maizière fixent au 2 juillet l'union monétaire.
- V. 5 — Un accord est conclu entre le patronat et le syndicat de la métallurgie prévoyant de ramener la semaine de travail de 37 h 30 à 36 heures au 1er avril 1993 et à 35 heures au 1er octobre 1995.
- Première réunion ministérielle à Bonn de la conférence dite « 2 + 4 » (RDA, RFA, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS) sur les aspects extérieurs de l'unification allemande.
- 13 — Victoire des sociaux-démocrates aux élections régionales en Rhénanie du Nord- Westphalie et en Basse-Saxe.
- 18 — Le traité d'Etat instituant, le 2 juillet, l'union monétaire, économique et sociale entre la RFA et la RDA est paraphé à Bonn, mais les sociaux-démocrates ouest-allemands demandent des modifications.
- 21 — Le traité est ratifié par les Parlements de la RDA et de la RFA.
- VII. 1 — Naissance de l'Union économique, monétaire et sociale entre la RFA et la RDA. Le Deutschemark est désormais la seule monnaie valable sur les deux territoires.
- 16 — Visite officielle d'Helmut Kohl en URSS où Mikhaïl Gorbatchev accepte, après plusieurs mois de refus, l'appartenance à l'Alliance Atlantique de la future Allemagne unifiée.

- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- IX. 12 — Le traité qui rétablit l'Allemagne unie dans sa pleine souveraineté est paraphé à Moscou.
- X. 3 — Unification de la RFA et de la RDA.
- 14 — Elections régionales favorables à la CDU du chancelier Kohl dans quatre des cinq Lander de l'ex-RDA, tandis qu'en Bavière la CSU, alliée de la CDU, conserve la majorité absolue.

Brésil

- III. 15 — Entrée en fonctions du président Fernando Collor qui annonce un très sévère plan anti-inflation.
- X. 3 — Les élections législatives et fédérales sont favorables aux candidats qui soutiennent le président Fernando Collor.
- XI. 25 — Deuxième tour des élections de gouverneurs où le président Fernando Collor subit un revers. L'opposition l'emporte dans plusieurs Etats, notamment à Sao-Paulo.

Bulgarie

- II. 1 — Quatorzième congrès du PC qui adopte un « Manifeste pour un socialisme démocratique » qui rompt avec le passé.
- VI. 17 — Deuxième tour des élections législatives où le parti socialiste bulgare (PSB) ex-communiste obtient la majorité absolue dans la future Assemblée législative constituante.
- XI. 29 — Démission du Premier ministre bulgare Andreï Loukanov.
- XII. 7 — Nomination de Dimitar Popov comme Premier ministre.

Chili

- III. 11 — Patricio Aylwin, président élu le 14 décembre 1989, succède au général Pinochet.

Etats-Unis

- I. 1 — Pendant l'année 1989 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 4,6 % et en moyenne de 4,8 % ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 1,3 % et en moyenne de 2,5 % par rapport à 1989 ;
 - le déficit commercial a été de 129 milliards de dollars et celui de balance des paiements courants de 110 milliards de dollars.

- A la fin de 1989 le nombre des demandeurs d'emploi était de 6,658 millions, soit 5,2 % de la population active.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1990 la hausse des prix de détail a été de 1,7 %.
- VI. 25 — Contrairement à ses engagements électoraux, Georges Bush annonce une augmentation des impôts en vue de la réduction du déficit budgétaire américain.
- VII. 12 — Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, annonce un assouplissement de la politique monétaire américaine, ce qui provoque une hausse à la bourse de New-York et une baisse des taux d'intérêts américains à long terme. Baisse sensible du dollar de 5,57 F à 5,51 F.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1990 la hausse des prix de détail a été de 0,9 %.
- X. 16 — Les américains Harry Markowitz, Merton Miller et William Sharpe, spécialistes de théorie financière obtiennent le prix Nobel d'économie.
- 27 — Le Congrès vote un plan de réduction du déficit budgétaire. Néanmoins, le déficit de 220 milliards de dollars pour l'année fiscale 1990, s'élèvera à 255 milliards pour 1991.
- XI. 6 — Le dollar tombe au-dessous de la barre des 1,50 DM. Le 19 il chute jusqu'à 1,46 DM et 4,96 F.
- XII. 12 — Georges Bush annonce que les Etats-Unis sont prêts à accorder une aide alimentaire d'urgence à l'URSS.
- 18 — La Réserve fédérale baisse son taux d'escompte de 7 à 6,5 %.
- 20 — Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité une résolution portant sur la protection des Palestiniens dans les territoires occupés.

Hongrie

- III. 25 — Premier tour des premières élections législatives libres depuis 1945. La majorité se prononce pour la démocratie et le rejet de l'ancien régime : le Forum démocratique hongrois obtient 24,71 % des suffrages, l'Alliance des démocrates libres, 21,38 % et le parti socialiste hongrois 10,89 %.
- V. 23 — Investiture du gouvernement de coalition de centre-droit formé par Jozsef Antall, président du Forum démocratique (MDF) qui dispose d'une majorité de 229 sièges sur 386.
- X. 14 — Second tour des élections locales marqué par un fort taux d'abstention et par le succès de l'opposition libérale aux dépens de la coalition gouvernementale de centre-droit.

XI. 8 — La Hongrie adhère au Conseil de l'Europe.

Italie

I. 5 — Dévaluation de 4 % du cours pivot de la lire mais réduction de 6 à 2,25 % de sa marge de fluctuation.

Japon

- I. 1 — Pendant l'année 1989 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,6 % et en moyenne de 2,5 % par rapport à 1989 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 3,2 % et en moyenne de 6 % par rapport à 1989 ;
 - l'excédent commercial a été de 8844 milliards de yen et celui de la balance des paiements courants de 7 378 milliards de yen.
- A la fin de 1989 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,4 million, soit 2,3 % de la population active.
- II. 18 — Elections législatives où le Parti libéral démocratique (conservateur) conserve la majorité absolue à la Chambre basse, avec 275 des 512 sièges. Le 27, Tooshiki Kaifu est réélu Premier ministre.
- III. 22 — Le taux d'escompte est relevé de 4,25 % à 5,25 %. Baisse du yen et chute de la bourse de Tokyo.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1990 la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- VII. 17 — Le Japon rétablit son aide à la Chine, interrompue après les événements de 1989, et annonce un prêt de 30 milliards de francs.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1990 la hausse des prix de détail a été de 1,4 %.
- VIII. 30 — La Banque du Japon relève son taux d'escompte de 5,25 % à 6 %.

Maroc

XII. 14 — Des affrontements ont lieu entre manifestants et force de l'ordre à l'issue de la journée de grève nationale organisée par les syndicats.

Pérou

VI. 10 — Second tour de l'élection présidentielle où Alberto Fujimori, candidat « indépendant » d'origine japonais l'emporte sur le péruvien Mario Vargas Llosa (droite libérale).

Pologne

- I. 28 — Le congrès du POUP décide la dissolution du parti et la création de la « Social-démocratie de la République de Pologne » pour le remplacer.
- II. 9 — MM. Jaruzelski et Mazowiecki reçoivent à Paris le soutien de la France sur la question de la frontière germano-polonaise.
- 16 — Les pays créanciers regroupés au sein du Club de Paris acceptent de rééchelonner le paiement de 9,4 des 27 milliards de dollars que la Pologne leur doit, sur une dette totale de 40 milliards.
- 21 — Tadeusz Mazowiecki, Premier ministre polonais, demande qu'un traité garantissant l'intangibilité de la frontière germano-polonaise soit conclu entre la Pologne et les deux Allemagnes avant la réunification. Le chancelier Kohl refuse de prendre des engagements sur cette question.
- IV. 21 — Lech Walesa est réélu président de Solidarité.
- V. 27 — Elections municipales où Solidarité remporte 85 % des sièges dans les grandes villes, mais les candidats indépendants dominent dans les petites villes et les campagnes.
- VII. 6 — Le Premier ministre Tadeusz Mazowiecki renvoie du gouvernement trois anciens communistes.
- 29 — Création d'un nouveau parti, « l'Action démocratique ».
- IX. 18 — Le général Jaruzelski accepte que son mandat présidentiel soit réduit et se termine en décembre ; Lech Walesa annonce sa candidature à l'élection présidentielle.
- XI. 9 — Le traité garantissant l'intangibilité de la frontière germano-polonaise sur la ligne Oder-Neisse est paraphé à Varsovie.
- 13-21 — Premier tour des élections présidentielles : Lech Walesa arrive en tête avec 39,96 % des suffrages, Stanislaw Tyminski, homme d'affaires polonais obtient 23,10 % des voix. Tadeusz Mazowiecki, Premier ministre n'obtient que 18,08 % et présente sa démission le 26.
- XII. 9 — Deuxième tour des élections présidentielles où Lech Walesa est élu président avec 74,25 % des voix contre 25,75 % à Stanislaw Tyminski, malgré un taux élevé d'abstentions (47 %).

Roumanie

- V. 20 — Ion Lliescu remporte l'élection présidentielle avec 85,07 % des suffrages. Aux élections législatives, le Front de salut national obtient 233 des 348 sièges de députés à pourvoir et 92 des 119 sièges de sénateurs. Ion Lliescu affirme son refus

de tout retour au communisme et appelle à la formation d'un gouvernement de large coalition.

- VI. 14-15 — Violente répression à Bucarest des mouvements de contestation anticommunistes.

Royaume-Uni

- I. 1 — Pendant l'année 1989 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 7,6 % et en moyenne de 8 % ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 1,1 % et en moyenne de 0,4 % ;
 - le déficit commercial a été de 2,3 milliards de livres et celui de la balance des paiements courants de 1,9 milliards de livres.
- A la fin de 1989 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,635 million, soit 6,9 % de la population active.
- III. 31 — Emeute à Londres contre l'instauration de la « poll tax », nouvel impôt local introduit le 1er avril par Margareth Thatcher.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1990 la hausse des prix de détail a été de 1,6 %.
- VII. 25 — Le gouvernement annonce une importante réduction des effectifs militaires sur cinq ans, notamment la diminution de moitié des forces britanniques stationnées en RFA.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1990 la hausse des prix de détail a été de 4,6 %.
- XI. 1 — Démission du vice-Premier ministre Sir Geoffrey Howe pour protester contre la politique européenne de Margareth Thatcher.
- 20 — Margareth Thatcher est mis en ballottage au premier tour de scrutin du vote annuel des députés pour élire le chef du parti conservateur.
- 22 — Margareth Thatcher annonce sa démission de Premier ministre.
- 28 — John Major, chancelier de l'Echiquier, est nommé Premier ministre. Le nouveau gouvernement comprend MM. Heseltine et Hurd, concurrent malheureux de John Major.

Suède

- II. 15 — Le Parlement rejette par 190 voix contre 143, un sévère programme d'austérité. Ingvar Carlsson, chef du gouvernement social-démocrate depuis 1986 démissionne, avant d'être reconduit, le 26, après avoir un peu adouci son plan de redressement.

Tchécoslovaquie

- I. 2 — Premier voyage officiel du président Vaclav Havel qui se rend en RDA, puis en RFA.
- 30 — 120 nouveaux députés sont cooptés, le PC ayant accepté d'abandonner la moitié de ses sièges au Parlement.
- III. 19-20 — Vaclav Havel effectue en France la première visite d'un chef de l'Etat tchécoslovaque depuis 1923.
- VI. 10-11 — Elections législatives : le Forum Civique du président Vaclav Havel détient la majorité absolue des sièges au Parlement fédéral.
- VII. 5 — Vaclav Havel est réélu président de la République par le Parlement pour deux ans.
- XII. 9 — Le gouvernement tchécoslovaque choisit l'entreprise allemande Volkswagen, plutôt que l'entreprise française Renault pour reprendre Skoda.

URSS

- I. 7 — Manifestations de nationalistes en Azerbaïdjan pour obtenir la liberté de circuler entre l'URSS et l'Iran. A partir du 13 des pogroms antiarméniens ont lieu à Bakou.
- II. 4-8 — Elections locales en Russie, en Ukraine et en Biélorussie, où les réformateurs et les radicaux remportent d'importants succès, en particulier à Moscou et à Léninegrad.
- 7 — Réunion du plénum du comité central du PC, qui approuve le projet de programme du parti présenté par Mikhaïl Gorbatchev. Cette « plate-forme » prévoit de profonds changements dans le système communiste, dont l'abandon du rôle dirigeant du parti et le passage à un « régime présidentiel démocratique ».
- 24 — Premières élections libres en Lituanie, où les indépendantistes remportent dès le premier tour la majorité des sièges du Parlement de la République.
- III. 4 — Second tour des élections locales en Lituanie qui confirme la victoire du Sajudis, militant pour l'indépendance. Le 11, Vytautas Landsbergis, qui dirige le Sajudis est élu président du Parlement et donc de la République.
- 12 — Mikhaïl Gorbatchev affirme que la décision lituanienne « affecte les intérêts vitaux et l'avenir de l'Etat soviétique ». Le 15, le Congrès des députés vote une résolution qui confirme le droit constitutionnel de chaque République à la sécession, mais affirme l'illégalité de la décision lituanienne tant qu'une loi n'aura pas défini les modalités d'application de ce droit.

- V. 1 — Lors de la célébration officielle du 1er mai sur la place Rouge, Mikhaïl Gorbatchev est conspué par des milliers de manifestants.
- 4 — Le Parlement letton est le troisième Parlement balte, après ceux de Lituanie, le 11 mars et d'Estonie, le 30 mars, à voter en faveur de l'indépendance. Le 14, deux décrets présidentiels déclarent illégales les déclarations d'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie.
- 29 — Boris Elstine, chef de file des radicaux est élu président du Parlement de la Fédération de Russie, malgré l'opposition de Mikhaïl Gorbatchev.
- VII. 10 — Réélection de Mikhaïl Gorbatchev comme secrétaire général du PC par 3411 voix contre 1116.
- 12 — Boris Elstine annonce officiellement son départ du parti communiste, suivi le 13 par les maires de Moscou et Lénin-grad.
- 16 — Le parlement ukrainien adopte, par 355 voix contre 4, une « déclaration de souveraineté », qui prévoit la création d'une monnaie et de forces armées. Le 27, la Biélorussie proclame à son tour sa « souveraineté ».
- IX. 13 — Moscou s'engage à retirer les 380 000 soldats soviétiques de RDA avant 1994 et obtient de Bonn une « aide au départ » de 12 milliards de DM ainsi qu'un crédit sans intérêts de 3 milliards.
- 24 — Le Parlement autorise Mikhaïl Gorbatchev à légiférer par décrets pendant dix-huit mois pour introduire l'économie de marché. Mikhaïl Gorbatchev recherche une synthèse entre le plan de réforme économique proposé par les radicaux et celui de Nikolai Ryjkov.
- X. 19 — Le Parlement soviétique adopte le plan de réforme économique proposé par Mikhaïl Gorbatchev qui ouvre la voie à l'instauration d'une économie de marché.
- 26 — Le Kazakhstan proclame sa souveraineté. L'état d'urgence est instauré en Moldavie.
- XI. 17 — Mikhaïl Gorbatchev fait approuver par le Parlement le principe d'une réorganisation du pouvoir central, qui mettrait l'exécutif sous l'autorité du président et associerait à cet exécutif central un conseil de la Fédération, composé des présidents des quinze Républiques. Mais plusieurs Républiques demandent à ne plus faire partie de l'Union.
- XII. 3 — Le Congrès des députés de Russie vote une loi qui autorise pour la première fois la « propriété privée » de la terre.
- 20 — Démission inattendue du ministre des Affaires étrangères, Edouard Chevarnadze : « je démissionne (...) je ne peux pas donner mon accord à la dictature qui arrive.

- 24 — Le Congrès approuve les deux projets de référendum proposé par Mikhaïl Gorbatchev : sur la propriété privée de la terre et la sortie des Républiques de l'URSS.
- 27 — Le Congrès des députés du peuple élit Guennadi Ianaïev à la vice-présidence de l'Union soviétique.
Yougoslavie
- V. 6-7 — Au deuxième tour des élections libres en Croatie : l'Union démocratique croate (droite nationaliste) remporte les deux tiers des sièges du Parlement de Zagreb. Après la Slovénie, la Croatie devient, le 31, la deuxième des six Républiques yougoslaves à avoir un gouvernement non communiste.
- XII. 23 — La Slovénie, l'une des six Républiques yougoslaves se prononce à une très forte majorité pour l'indépendance.

France

- I. 1 — Pendant l'année 1989 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,6 % et en moyenne de 3,7 % par rapport à 1988 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2,3 % et en moyenne de 4,2 % par rapport à 1988 ;
 - le déficit commercial a été de 44,4 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 24,5 milliards de francs.
- A la fin de 1989 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,508 millions, soit 9,6 % de la population active.
- 18-19 — François Mitterrand, en visite officielle en Hongrie, développe son idée de confédération européenne. L'octroi de 2 milliards de francs de crédits sur trois ans est annoncé.
- II. 1 — En janvier :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 0,18 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,491 millions en fin de mois (cvs).
- 9 — Cinq syndicats mais ni la CGT, ni FO signent l'accord sur la modernisation de la grille unique de la fonction publique.
- 23 — Renault annonce un accord industriel et financier avec le constructeur automobile suédois Volvo. La prise de participation de Volvo dans Renault est de 20 % et celle de Renault dans Volvo de 10 %.

- III. 1 — En février :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 1,12 milliards de francs (cvs) ;
 - légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,493 millions en fin de mois (cvs).
- 15-18 — Congrès du parti socialiste à Rennes où les différents courants parviennent difficilement à un accord. Le 21 Pierre Mauroy est maintenu au poste de premier secrétaire.
- IV. 1 — En mars :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 1,11 milliard de francs (cvs) ;
 - hausse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,504 millions en fin de mois (cvs).
- 4 — François Mitterrand reçoit à l'Élysée le leader de l'OLP, Yasser Arafat.
- 19 — Rencontre au sommet entre Georges Bush et François Mitterrand à Key-Largo (Floride) où ils s'entretiennent de l'avenir de l'Europe et des relations transatlantiques.
- 26 — La Banque de France abaisse ses taux directeurs de 9,75 % à 9,50 %.
- V. 1 — En avril :
- hausse de 0,4 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 4,46 milliards de francs (cvs) ;
 - baisse sensible du nombre des demandeurs d'emploi à 2,481 millions en fin de mois (cvs) ;
 - revalorisation du SMIC à 30,51 francs de l'heure, soit 5156,19 francs brut pour 169 heures de travail mensuel.
- 9-10 — Profanation du cimetière juif de Carpentras. Le 14, manifestation à Paris contre le racisme et l'antisémitisme.
- 10 — François Mitterrand qui reçoit à l'Élysées François Périgot, président du CNPF souhaite l'ouverture rapide de négociations sur les bas salaires entre les partenaires sociaux.
- 16 — Le bureau exécutif du PS renonce pour le court terme à la revendication du droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers.
- 22 — Un compromis est conclu entre le gouvernement et la Commission européenne sur la dette de Renault : sur les 12 milliards de francs annulés en décembre 1988, 6 milliards devront être remboursés, dont 3,5 milliards immédiatement.
- 23 — Elf signe avec le gouvernement soviétique un contrat d'exploitation pétrolière, le premier jamais conclu entre l'URSS et une compagnie occidentale.
- Le conseil des ministres approuve un plan de développement des universités, qui prévoit 16 milliards de francs supplémentaires pour l'enseignement supérieur de 1991 à 1995.

- 25 — Michel Rocard propose l'établissement d'une « charte solennelle » sur l'immigration et l'intégration.
- 28 — Hachette acquiert 22 % du capital de la Cinq.
- VI. 1 — En mai :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - aggravation du déficit du commerce extérieur à 5,41 milliards de francs (cvs) ;
 - Stabilité du nombre des demandeurs d'emploi à 2, 480 millions en fin de mois (cvs).
- VII. 1 — En juin :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - le déficit du commerce extérieur est de 1 milliard de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,512 millions en fin de mois (cvs).
- Hausse de 2,5 % du SMIC.
- 7 — Bernard Tapie annonce que son groupe prend le contrôle de 80 % du capital de la société allemande Adidas, premier fabricant mondial d'articles de sport.
- 11 — Fusion de la Lyonnaise des eaux avec Dumez qui donne naissance au huitième groupe français par son chiffre d'affaires.
- VIII. 1 — En juillet :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - le déficit du commerce extérieur atteint 4,6 milliards de francs (cvs) ;
 - légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,508 millions en fin de mois (cvs) ;
 - Revalorisation du SMIC à 31,28 francs de l'heure, soit 5286,32 francs brut pour 169 heures de travail.
- 7 — Pierre Bérégovoy décide d'imposer pendant quelques semaines des prix-plafonds pour l'essence. Celui du super atteint 6 F le 25, en hausse de près de 20 % en deux mois.
- 20 — François Périgot, président du CNPF, reçu par Michel Rocard demande « une politique de rigueur en matière de dépenses publiques et de salaires ». Les syndicats comme le PS et le PC refusent que la crise du Golfe serve de « prétexte à l'austérité ».
- 21 — François Mitterrand annonce, à l'issue d'un conseil restreint, la convocation, le 27, du Parlement en session extraordinaire. Il constate que c'est « la logique de guerre » qui l'emporte et juge « intolérable » la prise en « otage » de ressortissants étrangers en Irak.
- 27 — Le Parlement, réuni en session extraordinaire, entend un message de François Mitterrand qui s'affirme comme le garant de la « cohésion nationale ». Michel Rocard, dans sa

- déclaration devant les députés, insiste sur le devoir de fermeté des démocraties.
- 29 — Manifestation de plus de deux cent mille agriculteurs dans toute la France, pour défendre le monde rural.
- 31 — Henri Nallet annonce des aides de l'Etat pour un montant de 1,2 milliards de francs en faveur des éleveurs de bovins touchés par la sécheresse et par la chute des cours de la viande ovine et bovine.
- IX. 1 — En août :
- hausse de 0,6 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur à 5,3 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,489 millions en fin de mois (cvs).
- 1-3 — François Mitterrand reçoit à l'Elysée les principaux responsables politiques, sauf Jean-Marie Le Pen. La fermeté du chef de l'Etat dans la crise du Golfe est très généralement approuvée.
- 6 — Conférence de presse de François Mitterrand qui affirme que l'embargo contre l'Irak doit être « implacable ».
- 12 — Le conseil des ministres approuve le projet de budget pour 1991. Le déficit est ramené de 90 à 80 milliards de francs. Des allègements fiscaux sont prévus pour encourager l'investissement des entreprises ainsi qu'un alourdissement de l'impôt sur la fortune.
- 13-14 — François Mitterrand propose de réunir à Prague en 1991 les assises d'une future « confédération européenne ».
- 15 — Conseil restreint à l'Elysée où François Mitterrand annonce de nouvelles mesures militaires et diplomatiques en riposte au saccage de la résidence de l'ambassadeur de France par des soldats irakiens le 14. Plus de quatre mille soldats avec des chars, des hélicoptères et une trentaine d'avions de combat sont envoyés en Arabie Saoudite. Paris saisit le Conseil de sécurité et demande l'extension de l'embargo au trafic aérien. Quarante irakiens sont expulsés.
- 17-18 — 76^e sommet franco-allemand à Munich où Helmut Kohl et François Mitterrand affirment que l'unification allemande va encore renforcer le couple franco-allemand.
- 24 — Discours de François Mitterrand devant l'Assemblée générale de l'ONU. Il souligne que sa « logique est celle de la paix ». « ...Que l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes, qu'il libère les otages, et tout devient possible ». Saddam Hussein se félicite du « ton non agressif » de ce discours mais n'envisage aucune concession.
- X. 1 — En septembre :
- hausse de 0,5 % des prix de détail ;
 - hausse du déficit du commerce extérieur qui atteint 10,1 milliards (cvs) ;

- légère hausse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,5 millions en fin de mois (cvs).
- 2 — Remaniement du gouvernement Rocard : départ de Pierre Arpaillange (justice), Edith Cresson (affaires européennes) et Théo Braun (personnes âgées). Henri Nallet, nommé à la justice est remplacé à l'agriculture par Louis Mermaz. Nomination de trois nouveaux ministres délégués : Elisabeth Guigou aux affaires européennes, Georges Kiejman à la justice et Bruno Durieux (CDS, barriste) à la santé.
- 3 — Le Conseil des ministres approuve le projet de contribution sociale généralisée (CSG).
- 4 — La CGE conclut avec Fiat une vaste alliance industrielle européenne.
- 15 — Manifestations à Paris et en province des lycéens qui protestent contre l'insécurité, la dégradation des locaux, les classes surchargées. Michel Rocard et Lionel Jospin annoncent le 26 la création de postes supplémentaires et proposent une large concertation sur l'avenir du lycée.
- 18 — Michelin, prévoyant une perte de 2,3 milliards de francs en 1990, annonce un plan de redressement.
- 23 — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel autorise la reconstitution du capital de la Cinq : Hachette en devient l'opérateur à la place du groupe Hersant.
- 28-29 — Visite à Paris de Mikhaïl Gorbatchev : signature d'un traité d'entente et de coopération ainsi que d'un accord financier prévoyant l'octroi par la France de 5 milliards de francs de crédits.
- 30 — Décès d'Alfred Sauvy, économiste et démographe.
- 31 — La Banque de France abaisse son taux directeur de 9,50 % à 9,25 %.
- XI. 1 — En octobre :
 - hausse de 0,5 % des prix de détail ;
 - le déficit du commerce extérieur est de 5,9 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,522 millions en fin de mois (cvs).
- 5 — Les manifestations de lycéens reprennent pour dénoncer l'insuffisance du budget de l'Education nationale. Le 12, une « marche nationale pour l'éducation » rassemble plus de cent mille lycéens à Paris et d'autres manifestations en province ont lieu.
- 8 — Désaccord entre Valéry Giscard d'Estaing (UDF) et Jacques Chirac (RPR) sur le choix d'un candidat unique de l'opposition à la future élection présidentielle.
 - Le groupe informatique Bull prévoit une perte de 2,8 milliards de francs pour 1990 et annonce un plan de restructuration et la suppression de cinq mille emplois en 1991.

- 14 — Lionel Jospin promet un « plan d'urgence » de 4,5 milliards de francs pour les lycées.
- 16 — Michel Rocard engage la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale sur les articles du projet de budget relatifs à la contribution sociale généralisée (CSG). L'UDF et l'UDC déposent une motion de censure que les communistes acceptent de voter mais qui n'atteint pas la majorité absolue de 289, n'obtenant que 284 voix (128 RPR sur 129, 89 UDF sur 91, 36 UDC sur 39, 25 PC sur 26 et 6 non-inscrits sur 20).
- XII. 1 — En novembre :
- baisse de 0,2 % des prix de détail, par rapport à novembre 1989, la hausse est de 3,5 % ;
 - léger déficit du commerce extérieur à 0,6 milliard de francs (cvs) ;
 - aggravation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,535 millions en fin de mois (cvs).
 - revalorisation du SMIC à 31,94 francs de l'heure, soit 5 397,86 francs brut pour 169 heures de travail mensuel.
- 6 — Michel Noir, maire de Lyon annonce qu'il abandonne son mandat de député du Rhône et qu'il quitte le RPR.
- Election de Madame Hélène Carrere d'Encausse à l'Académie Française.
- 14 — Michel Rocard engage pour la cinquième fois la responsabilité de son gouvernement sur le projet de budget pour 1991.
- 18-22 — 27^e congrès du parti communiste à l'issue duquel Georges Marchais est réélu secrétaire général.
- 19 — Nomination d'Hervé Bourges à la présidence d'Antenne 2 et de FR3, en remplacement de Philippe Guilhaume, démissionnaire.

Sciences et Techniques

- I. 21 — La fusée européenne Ariane met sur orbite Spot 2, second satellite français d'observation de la terre.
- VII. 24 — Lancements réussis des satellites de télévision français TDF 2 et de télécommunications allemands DFS 2.
- X. 6 — La navette américaine Discovery largue la sonde Ulyse, de fabrication européenne, qui doit atteindre Jupiter en février 1992.